

Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, qui fut un proche d'Arafat, dont il a rédigé une biographie parue chez Jean Picollec en 1990, évoque le souvenir du chef palestinien, dix ans après sa mort, le 11 novembre 2004.

Pendant près de quarante ans, Yasser Arafat a été la Palestine. Il le fut comme le général de Gaulle incarna la France à partir du 18 juin 1940. Le président palestinien vouait d'ailleurs un véritable culte au chef de la France Libre. En 1983, alors que la France préparait son évacuation de Tripoli, au nord du Liban, où il était assiégé par l'armée du régime syrien, il nous avait montré qu'il portait autour du cou une petite Croix de Lorraine que le Général lui avait fait parvenir, avec une lettre, en 1968. Le destin a voulu qu'il finisse ses jours, un 11 novembre, en France où le président Chirac lui fit rendre un hommage de chef d'Etat.

Egalement connu sous son nom de guerre *Abou Ammar*, Yasser Arafat a été le symbole de la Résistance palestinienne ; celui qui, non seulement, lui a donné une autonomie propre, en la soustrayant à l'influence des régimes arabes, mais encore, celui qui a permis à cette Résistance d'être reconnue comme un interlocuteur sur la scène internationale. Il a également été le dirigeant qui, par raison, a fait le choix historique de rechercher une issue pacifique au conflit israélo-palestinien. Loin d'être un extrémiste, et encore moins un terroriste, Arafat était un réaliste. Maintes fois, il nous a dit qu'il croyait à la « paix des braves », à une possibilité de tourner la page sanglante et d'arriver à un accord entre Palestiniens et Israéliens.

Dès 1974, à la tribune des Nations unies, il déclarait « *Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de révolutionnaire, ne laissez pas tomber le rameau de ma main* ». Selon Arafat, la paix était possible à condition de reconnaître les droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Mais cette évidence fut longue à être admise et certains imaginèrent des solutions visant à écarter les Palestiniens du règlement du conflit, soit en rêvant de l'installation d'un Etat palestinien hors de Palestine, soit en soutenant des initiatives parallèles. En 1979, après le traité de paix séparée signé par Sadate, un dirigeant états-unien s'était écrié « *bye, bye PLO* ». Il en avait été de même après le retrait de Beyrouth en 1982 et après le siège de Tripoli en 1983. A chaque fois, Abou Ammar avait su rebondir pour reprendre l'initiative. En 1988, après avoir renouvelé sa condamnation du terrorisme, il proclamait un Etat palestinien indépendant destiné à vivre à côté de l'Etat juif. L'année suivante, à Paris, il déclarait que la charte de l'OLP était « caduque ». Ce mot que nous lui avons soufflé lors d'une rencontre à Tunis - et que la diplomatie française l'avait incité à prononcer -, ouvrait la voie à une possibilité de dialogue avec les Israéliens.

Longtemps, Yasser Arafat avait attendu que se dressa, en Israël, un homme d'Etat qui saisisrait la main qu'il tendait. Enfin, cet homme s'était présenté en la personne de Yitzhak Rabin, qui était, comme lui, un combattant et, comme lui, un ardent patriote. Les deux hommes n'avaient, sans doute, aucune sympathie mutuelle, mais ils savaient que c'est avec son ennemi que l'on fait la paix et que c'est quand on a fait un long chemin pour y parvenir que l'on peut la construire durablement et solidement.



Yitzhak Rabin, Bill Clinton et Yasser Arafat, le 28 sept 1995. Crédit : Doug Mills.

Quand, après la première guerre américaine contre l'Irak (1991), certains s'empressaient de l'enterrer de nouveau, le vieux chef palestinien relançait ses réseaux diplomatiques en faisant prendre secrètement des contacts avec des représentants israéliens. A la suite de négociations secrètes menées à Oslo, un accord de paix était signé à Washington en 1993. L'année suivante les trois signataires de l'accord, Shimon Peres, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat reçurent le Prix Nobel de la paix tandis que le chef palestinien rentrait en Palestine. Le miracle d'une paix entre Palestiniens et Israéliens semblait alors possible. Hélas, au terme d'un véritable coup d'Etat des extrémistes israéliens, Rabin fut tué par un Israélien d'extrême-droite. Peu après, les services israéliens assassinèrent plusieurs membres des organisations islamistes palestiniennes, ce qui allait provoquer des attentats en représailles. Peu à peu toutes les promesses d'Oslo furent reniées sous le gouvernement de Netanyahou. Le fil était coupé, la méfiance se réinstallait de part et d'autre tandis que les extrémistes des deux bords en profitaient.

Yasser Arafat ne pouvait alors que constater qu'Américains et Israéliens exigeaient de lui des concessions de plus en plus exorbitantes pour bloquer tout processus d'une paix juste et leur permettre ensuite de prétendre, contre toute évidence, que le palestinien était le principal obstacle à la paix. Après l'élection de Sharon en février 2001, tous ceux qui, en Israël, ne voulaient pas de la création d'un Etat palestinien, pourtant la seule condition d'une paix juste et durable, se retrouvèrent derrière le chef du Likoud pour exclure Arafat du jeu et tenter d'imposer une solution au rabais, avec la création de bantoustans palestiniens. A partir de la fin 2001, le président palestinien fut littéralement enfermé dans sa résidence de Ramallah. Finalement atteint d'une maladie mystérieuse – on parla d'empoisonnement – Arafat fut transporté à l'Hôpital militaire du Val de Grâce, à Paris, où il succomba le 11 novembre 2014.

La disparition du dirigeant historique qui avait résolument choisi l'option d'un règlement pacifique du conflit entre Palestiniens et Israéliens, a conduit finalement à une impasse. Arafat n'était pas un obstacle pour la paix, comme le disent encore ceux qui ne veulent pas de la paix, il était une chance pour la paix. Sans doute l'homme commit-il des erreurs. Sans doute pouvait-il en exaspérer plus d'un par ses éternelles ruses. Mais, comme l'a souligné le président Valéry Giscard d'Estaing, grâce auquel la France fut le premier grand pays à reconnaître sa légitimité à représenter les aspirations de son peuple (en 1974), il fut « l'un des rares hommes qui a su incarner la conscience d'un peuple, en répondant à son besoin d'identité et en partageant ses épreuves ».

Un jour, résumant le combat de toute sa vie, et celui de son peuple, Yasser Arafat nous avait déclaré « *vous me demandez qui je suis. Je suis un Palestinien. La Palestine est ma patrie. Ma personne importe peu, je ne suis que le reflet des aspirations de mon peuple. Ces aspirations sont simples : les Palestiniens ne demandent pas la lune, ils veulent seulement être considérés comme tous les autres peuples, jouir des mêmes droits, être respectés. Les Palestiniens veulent simplement vivre en paix dans des conditions normales, c'est-à-dire dans un cadre national indépendant. Nous ne sommes rien d'autre qu'un peuple qui ne veut pas mourir* ».

Charles SAINT-PROT

Extrait du discours de Yasser Arafat prononcé à l'ONU le 13 novembre 1974